



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne

Aubière, le 4 février 2010

Unité Territoriale Allier/Puy-de-Dôme

Département de l'Allier

Installations Classées Pour La Protection de l'Environnement

Société GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE

- Commune de MONTLUÇON

**Projet de prescriptions complémentaires - Recherche et surveillance des
substances dangereuses (RSDE) dans les rejets aqueux - PCB**

Rapport de l'inspecteur des installations classées au Conseil Départemental de
l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

P.J. : projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1. CONTEXTE

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE) qui s'est traduite par une première phase de recherche en application de la circulaire DPPR/DE du 04 février 2002.

Cette campagne de recherches de substances dangereuses a permis d'analyser les rejets de 63 établissements industriels et stations d'épuration urbaines sur la région Auvergne entre 2002 et 2007. Les substances recherchées (au total de 106) étant notamment celles visées par la Directive cadre sur l'eau (DCE) et la Directive 76/464/CEE relative à la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Fin 2007, le rapport final de la première phase de cette action nationale a été rendu public.

C'est au vu du bilan présenté dans ce rapport que le Ministère a décidé de mettre en œuvre une deuxième phase de l'action engagée par la mise en place d'actions généralisées à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation susceptibles de rejeter des substances dangereuses dans l'eau.

Les modalités de l'action de cette deuxième phase sont décrites dans la circulaire de la direction générale de la prévention et des risques en date du 5 janvier 2009.

2. LA CIRCULAIRE DU 05/01/2009 ET SON APPLICATION EN AUVERGNE

- Cette circulaire, qui prévoit de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau directement ou via une station d'épuration, décline de la manière suivante l'action à mettre en place pour 18 secteurs d'activité industrielle, divisés en 38 sous-secteurs, identifiés à l'issue de la première phase comme susceptibles de rejeter des substances dangereuses concernées :

- une **surveillance initiale** des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu),
- la remise d'un **rapport d'analyses** par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site,
- une **surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- la réalisation par l'exploitant d'une **étude technico-économique** accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes,
- la remise par l'exploitant d'un **rapport d'analyses** qui permettra de déterminer quelles substances doivent être abandonnées suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

Elle fixe également des axes de priorités dans l'action principalement au regard des établissements concernés suivants:

- IPPC,
- ICPE nouvelles ou faisant l'objet d'arrêtés préfectoraux complémentaires,
- ICPE à enjeu régional au regard des critères relatifs aux eaux de surface.

Ces critères ont permis d'établir une liste d'établissements prioritaires en AUVERGNE pour lesquels un arrêté préfectoral doit être pris.

- Le projet de prescriptions techniques proposé aujourd'hui permet de répondre aux demandes de la circulaire en prescrivant la surveillance initiale à la Société GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE S.A. pour ses installations situées ZAC du Pasquis à MONTLUÇON.

Cet établissement est en effet concerné de la manière suivante par cette action :

- établissements ayant un rejet dans une masse d'eau à priori déclassée de par la présence excédentaire de substances dangereuses ;
- établissement soumis à autorisation exerçant l'activité industrielle suivante : caoutchouc (rubriques 2661 et 2662).

3. AUTRES MODIFICATIONS

La présente proposition de prescriptions techniques est également l'occasion de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juin 2008 modifié concernant l'emploi de transformateurs contenant des PCB.

En effet, lors de l'inspection réalisée le 7 octobre 2009 dans l'établissement dans le cadre de l'action nationale « résorption des PCB », il a été constaté que 6 transformateurs contenant du PCB à une concentration supérieure à 50 ppm étaient encore exploités sur le site sans qu'ils soient visés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juin 2008 modifié, lui même reprenant les informations fournies dans le dossier de régularisation de 2006. Leur situation pouvait donc apparaître irrégulière alors qu'ils existent sur le site depuis de nombreuses années.

L'exploitant nous a tout d'abord informé le 4 novembre 2009 que seuls 2 transformateurs seraient encore exploités, les 4 autres devant être déposés le 17 novembre 2009 et envoyés en destruction.

Afin de régulariser la situation des 2 transformateurs restant, il a adressé au préfet le 30 novembre 2009 un dossier donnant leurs caractéristiques techniques, et notamment :

- transformateurs mis en service en 1971 et 1973,
- contenant 700 et 800 kg de diélectrique,
- teneur en PCB : 190 ppm et 241 ppm.

Dans son courrier du 1^{er} février 2010, l'exploitant a précisé que ces transformateurs avaient vraisemblablement été pollués par du PCB lors d'une phase de traitement d'huile.

Par ailleurs, ils servent de secours et sont donc maintenus hors tension.

Il précise également que ces matériels sont les derniers contenant du PCB restant sur le site, les condensateurs visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juin 2008 modifié ayant été éliminés.

Les articles R.543-20 et -21 du Code de l'Environnement autorisent l'emploi d'appareils contenant des PCB (transformateurs notamment) sous réserve qu'ils aient été mis en service avant le 4 février 1987. Leurs exploitants doivent en faire la déclaration au préfet du département, déclaration servant à la mise à jour de l'inventaire national réalisé par l'ADEME.

Le projet de prescriptions techniques ci-annexé permettra de modifier sur quelques points (classement et prescriptions) l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juin 2008 modifié.

Aux termes de l'article R.543-26 du Code de l'Environnement, « lorsqu'un récépissé de déclaration ou une autorisation contenant des informations équivalentes doit être délivré, en application du titre Ier du livre V, cette déclaration ou cette autorisation vaut déclaration » pour la mise à jour de l'inventaire national.

4. PROPOSITIONS

Le projet de prescriptions techniques relatives aux PCB annexé au présent rapport a été adressé à l'exploitant par courrier du 1^{er} décembre 2009. Celui-ci n'a pas formulé d'observations sur ce projet.

Nous proposons que ces prescriptions techniques soient appliquées à l'exploitant par la voie d'un arrêté préfectoral complémentaire pris après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Le responsable de la subdivision
spécialisée 1-03/63,
Inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis,
Le responsable de l'Unité Territoriale
Allier -Puy-de-Dôme

signé